

IMPOT SUR LE REVENU

Synthèse de l'IR

Compte tenu des données que vous nous avez communiquées, nous avons procédé au calcul de votre impôt sur les revenus perçus en 2006.

Impôt sur le Revenu

L'impôt sur le revenu est un impôt qui frappe l'ensemble des revenus du foyer fiscal.

Monsieur François (avec immo) PANASSAC,
Vous êtes marié.

Revenus déclarés	52 000 €
Revenu Brut Global (compte tenu des différents abattements)	44 530 €
Charges déductibles du revenu global	0 €
Revenu Net Imposable au sens du Code Général des Impôts	44 530 €
Revenu fiscal de référence	44 530 €
Nombre de parts	2,00
Impôt sur les revenus soumis au barème	3 713 €
Réductions d'impôt	0 €
VOTRE IMPOT NET A PAYER EST DONC DE	3 713 €

Votre Taux Marginal d'Imposition (TMI) c'est-à-dire le taux appliqué sur la dernière tranche d'imposition est de **14,00 %**.

Le seuil de votre tranche d'imposition c'est-à-dire le montant en dessous duquel vous serez taxé au taux marginal inférieur est de **22 396 €** et le plafond est de **49 744 €**. Vous disposez donc d'une marge disponible de **5 214 €** avant d'être imposé dans la tranche supérieure.

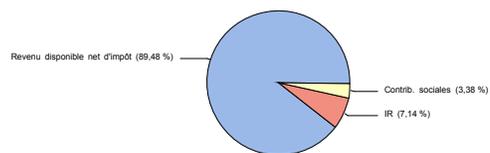
Prélèvements

Les revenus du patrimoine perçus en 2006 sont soumis aux contributions sociales : CSG (8,20%), CRDS (0,50%), prélèvement social (2,00%) et Contribution additionnelle de solidarité (0,30%) soit 11,00% au total. La CSG payée en 2007 sera déductible, à hauteur de 5,80 points, des revenus de 2007 déclarés en mars 2008. Ces contributions sont prélevées par voie de rôle séparé de l'impôt sur le Revenu et exigibles en fin d'année (novembre 2007).

	CSG	CRDS	Prélèvement social
Revenus de capitaux mobiliers	16 000 €	16 000 €	16 000 €
Base imposable	16 000 €	16 000 €	16 000 €
Taux de l'imposition	8,20 %	0,50 %	2,30 %
Montant de l'imposition	1 312 €	80 €	368 €
Montant net à payer			1 760 €
Montant de la CSG déductible pour l'imposition des revenus de 2007			928 €

Pression fiscale (IR)

Le revenu disponible net d'impôt est égal au revenu déclaré après imputation des Impôts (Impôt sur le Revenu, Contributions sociales et Prélèvements Forfaitaires Libératoires). Il représente ici 89,47 % des revenus déclarés. La pression fiscale est donc de 10,53 %



La fiscalité sur les revenus est constituée de l'Impôt sur le Revenu, des Prélèvements Forfaitaires Libératoires et des Contributions Sociales. Le taux appliqué aux revenus du patrimoine est égal à 11%.

Impôt brut et barème

Quotient familial et Impôt brut

L'impôt sur le revenu se calcule sur la base du Revenu Net Imposable : on retranche aux différents revenus les abattements et frais, puis éventuellement les déductions fiscales et abattements spéciaux. Ce revenu net est ensuite divisé par le nombre de parts, fixé d'après la situation et les charges de famille : c'est le système du quotient familial.

Revenu Net Imposable	44 530 €
Nombre de parts	2,00
Quotient familial	22 265 €

Pour le calcul de l'impôt brut il est fait application d'un barème progressif : on calcule l'impôt correspondant à chacune des tranches jusqu'à reconstitution du Revenu Net Imposable.

Tranche	Montant	Taux*	Impôt brut
Jusqu'à 11 228 €	11 228,00 €	0,00 %	0,00 €
De 11 228 € à 22 396 €	11 168,00 €	5,50 %	614,24 €
De 22 396 € à 49 744 €	22 134,00 €	14,00 %	3 098,76 €
De 49 744 € à 133 358 €	0,00 €	30,00 %	0,00 €
A partir de 133 358 €	0,00 €	40,00 %	0,00 €
Total	44 530,00 €		3 713,00 €

(*) Le taux appliqué au dernier euro déclaré sur la dernière tranche représente votre Taux Marginal d'Imposition (TMI) en l'absence de plafonnement du quotient familial.

Plafonnement du quotient familial et Impôt net à payer

L'avantage fiscal lié au quotient familial peut être limité par un mécanisme de plafonnement. Dans ce cas, le Taux Marginal d'Imposition réel peut être plus élevé que le TMI calculé précédemment.

Impôt brut avant plafonnement du quotient familial	3 713 €
Plafonnement du quotient familial	0 €
Impôt brut après effet du plafonnement du quotient familial	3 713 €
Réduction d'impôt et autres imputations	0 €
IMPOT NET A PAYER	3 713 €
Contributions sociales	1 760 €
Taux moyen d'imposition (au sens de l'administration fiscale)	8,34 %
Taux Marginal d'Imposition (TMI)	14,00 %

**DÉCLARATION DES REVENUS 2006
FICHE DE CALCULS FACULTATIFS**

La présente fiche vous permet de calculer votre impôt, y compris, s'il y a lieu, la prime pour l'emploi.

1 DÉTERMINEZ VOTRE REVENU BRUT GLOBAL (ou déficit global)

1 - TRAITEMENTS, SALAIRES, PENSIONS ET RENTES, RÉMUNÉRATIONS DES GÉRANTS ET ASSOCIÉS (1 de la déclaration)

	Vous	Conjoint*	Personnes à charge (1) (2)	(revenu =, déficit -)
Salaires + salaires d'associés + rémunérations des gérants et associés + droits d'auteur + avantages en nature + indemnités journalières	a. 18 000	18 000		
Déduction 10 %, (maximum 13 328 €) ou frais réels (cases AK à EK)	b. 1 800	1 800		
Reste net (ligne a - ligne b)	c. 16 200	16 200		32 400 (T1)
(b est au minimum de 396 € ou, pour les demandeurs d'emploi inscrits à l'ASSEDIC depuis plus d'un an, de 869 €)				
Pensions, retraites, rentes à titre gratuit	d.			0 (T2)
Abattement de 10 % limité à 3 446 € pour l'ensemble du foyer				
Minimum 352 € par bénéficiaire	e.			
Reste net (lignes d - e)	f.			
cases (c + f)	g. 16 200	16 200	1	32 400
Rentes viagères à titre onéreux			2	0 (T3)

La fraction imposable dépend de l'âge du bénéficiaire lors de l'entrée en jouissance de la rente :
moins de 50 ans (case AN) : 70 % ; 50 à 59 ans (case BV) : 50 % ; 60 à 69 ans (case CV) : 40 % ; à partir de 70 ans (case DW) : 30 %.

* ou partenaire du PACS

2 - REVENUS DES VALEURS ET CAPITAUX MOBILIERS

Produits des contrats d'assurance-vie et assimilés (case CH)	a.	(T4)	
Abattement de 9 200 € (mariés ou pacésés) ou 4 600 € (dans les autres cas), limité à a.	b.		
Reste net (lignes a - b)	c.		
Revenus ouvrant droit à l'abattement de 40 % et à l'abattement de 1 525 € ou 3 050 €	d.		
• Revenus déclarés case DC	e.		
• Revenus déclarés case PU	f.		
• Calculez la part des frais (case CA) à imputer sur les revenus déclarés case DC après application de l'abattement de 40 % :			
$f = CA \times \frac{d}{d + TS}$			
• Revenus de capitaux mobiliers nets de frais ouvrant droit à abattement : (d x 0,6) - f + (e x 0,6)	g.	(T5)	
Abattement de 3 050 € (mariés ou pacésés) ou 1 525 € (dans les autres cas), limité à g.	h.		
Reste net (lignes g - h)	i.		
Revenus de capitaux mobiliers n'ouvrant pas droit à abattement :	j.		
• Calculez la part des frais (case CA) s'imputant sur les revenus déclarés ligne TS : j = CA - f	k.		
• Revenus de capitaux mobiliers nets de frais, n'ouvrant pas droit à abattement : (TS - j) + GO x 1,25(3) + TR		(T6)	16 000
Revenus de capitaux mobiliers nets imposables (lignes c + i + k)		3	16 000
Nota : • Si f est supérieur à (d x 0,6), le surplus f - (d x 0,6) est déduit des autres revenus nets de frais et d'abattements. • Si j est supérieur au montant des revenus déclarés case TS, le surplus (j - TS) est déduit des autres revenus nets de frais et d'abattements.		4	48 400
Total lignes 1 + 2 + 3 (à reporter page 2)		4	48 400

(1) Si y a plusieurs personnes à charge, effectuez un calcul séparé pour chacune d'entre elles.

(2) Si l'enfant est en résidence alternée, chaque parent doit déclarer la moitié de ses revenus.

(3) Les revenus déclarés case GO sont majorés de 25 % du fait de la suppression de l'abattement de 20 % et de son intégration dans le barème.

Report de la ligne 4, page 1

Report de la ligne 4, page 1	4	48 400
3 - REVENUS FONCIERS (cases BA à BE du 4)	5	-3 870 T7
Total de vos revenus fonciers (ligne BA)	a	
Déficit imputable sur vos revenus fonciers (case BB)	b	3 640
Reste (lignes a - b)	c	-3 640
Si c est positif : déduisez le cas échéant le déficit imputable sur le revenu global (case BC)	d	
Reste (lignes c - d)	e	
Si e est positif : déduisez le cas échéant les déficits antérieurs non encore imputés (ligne BD)	f	
Reste (lignes e - f)	g	
* Si g est positif : reportez cette somme ligne 5. * Si g est négatif : portez le chiffre 0 ligne 5. (Ce déficit s'imputera sur vos revenus fonciers ultérieurs pour sa fraction non prescrite). Si e est négatif : reportez ce déficit e ligne 5. Si vous avez par ailleurs des déficits antérieurs non encore imputés (case BD), ce montant s'imputera sur vos revenus fonciers ultérieurs pour sa fraction non prescrite.		
Si c est négatif :		
Si vous avez déclaré un déficit imputable sur le revenu brut global (case BC) :		
* Portez ce déficit (case BC) sur la ligne 5 ;		
* Le déficit e ainsi que les déficits antérieurs (case BD) s'imputeront sur vos revenus fonciers ultérieurs.		
Si vous n'avez pas déclaré de déficit case BC :		
* Portez le chiffre 0 ligne 5 ;		
* Le déficit e ainsi que les déficits antérieurs (case BD) s'imputeront sur vos revenus fonciers ultérieurs.		
■ RÉGIME MICROFONCIER (case BE du 4)		
Abattement de 30% sur les recettes brutes déclarées case BE, si ces recettes sont inférieures ou égales à 15 000 € pour l'ensemble du foyer.		
Portez le montant net ligne 5.		
4 - REVENUS DES PROFESSIONS NON SALARIÉES (5 de la déclaration complémentaire)		
■ BÉNÉFICES AGRICOLES, BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX PROFESSIONNELS ET NON PROFESSIONNELS, BÉNÉFICES NON COMMERCIAUX PROFESSIONNELS ET NON PROFESSIONNELS (Forfait BA, régimes réels)		
Total des revenus déclarés	h	T8
A compter de l'imposition des revenus de 2006, l'abattement de 20 % calculé sur le bénéfice des adhérents à un centre de gestion agréé est supprimé. Afin de neutraliser l'intégration de cet abattement dans le barème, les bénéfices déclarés par les contribuables non adhérents soumis à un régime réel d'imposition sont soumis à une majoration de 25 % (cette majoration s'applique également aux bénéfices agricoles imposés selon le régime du forfait).		
Revenus après majoration éventuelle de 25 % (ou déficits *)	6	0
■ RÉGIME micro entreprise BIC, RÉGIME DÉCLARATIF SPÉCIAL BNC		
Total des revenus déclarés	i	
- Revenus industriels et commerciaux professionnels et non professionnels (cases KO à MP, NO à PP) : Activités de ventes de marchandises ou assimilées : abattement de 71 % sur l'ensemble des revenus perçus par chaque personne et portés dans les cases KO à MO et NO à PO avec minimum de 305 €, si le total des chiffres d'affaires est inférieur ou égal à 76 300 € pour chaque personne titulaire de ces revenus. Activités de prestations de services : abattement de 50 % sur l'ensemble des revenus perçus par chaque personne et portés dans les cases KP à MP et NP à PP avec minimum de 305 €, si le total des chiffres d'affaires est inférieur ou égal à 27 000 € pour chaque personne titulaire de ces revenus.		
- Revenus non commerciaux professionnels et non professionnels (cases HQ à JQ, KU à MU) : abattement de 34 % sur l'ensemble des revenus perçus par chaque personne et portés dans les cases HQ à JQ et KU à MU avec minimum de 305 €, si le total des recettes est inférieur ou égal à 27 000 € pour chaque personne titulaire de ces revenus.		
Revenus nets après abattement	7	0 T9
Plus-values (ou moins-values) à court terme		
- Activité exercée à titre professionnel : Total des plus-values nettes à court terme (cases KX à MX, HV à JV) diminuées des moins-values à court terme (cases HU + KZ)	8	0 T10
- Activité exercée à titre non professionnel : Revenus industriels et commerciaux non professionnels : total des plus-values nettes à court terme (cases NX à PX) diminuées des moins-values à court terme (case IU), Revenus non commerciaux non professionnels : total des plus-values nettes à court terme (cases KY à MY) diminuées des moins-values à court terme (case JU).	9	0 T11
Si le résultat des lignes 9 et/ou 10 est négatif, il n'est déductible que des bénéfices tirés d'activités de même nature. Vous ne devez donc prendre en compte sur ces cases qu'un montant plafonné à hauteur de ces revenus.	10	0 T12
■ ACTIVITÉS NON COMMERCIALES NON PROFESSIONNELLES (case SN). Les déficits portés case SP ou SR ne sont déductibles que des bénéfices tirés d'activités semblables. Revenus nets après majoration de 25 % (ou déficits *)	11	T13
Total lignes 4 à 11 (à reporter page 3)	12	44 530

* Les déficits provenant de l'exercice à titre non professionnel d'une activité industrielle, artisanale et commerciale ne sont imputables que sur des bénéfices tirés d'activités de même nature.

		(revenu + déficit)
Report de la ligne 12, page 2		12 44 530
SOMMES À AJOUTER AU REVENU IMPOSABLE (case GH du 6) (CSG déductible accordée à tort)		13 0 ^(T13)
REVENU TOTAL ou DÉFICIT TOTAL (12 + 13)		14 44 530
DÉFICITS DES ANNÉES ANTÉRIEURES non encore déduits les années précédentes (cases FA, FB, FC, FD, FE et FL) du 6 de la déclaration complémentaire)		
2000 + 2001 + 2002 + 2003 + 2004 + 2005		15 0 ^(T15)
REVENU BRUT GLOBAL (14 - 15) ou DÉFICIT GLOBAL (15 - 14 ou si 14 est négatif : 14 + 15)		16 44 530
CSG déductible calculée sur les revenus du patrimoine : reportez le montant préimprimé (ou porté case DE) 6, page 4 de la déclaration en le limitant au montant du revenu brut global indiqué ligne 16.		17 0 ^(T16)
2 DÉDUISEZ LES CHARGES SUIVANTES DE VOTRE REVENU		
Pensions alimentaires (cases GL, GJ, EL, EM, GP et GU)		a 0 ^(T17)
<ul style="list-style-type: none"> Pensions portées cases GI et GJ : déduction majorée de 25 % et limitée à 6 496 € par enfant Pensions portées cases EL et EM : déduction égale aux montants déclarés cases EL et EM et limitée à 6 496 € par enfant* Pensions portées case GP : déduction majorée de 25 % (case GP x 1,25) Pensions portées case GU : déduction égale au montant déclaré case GU <small>*Si vous subvenez seule(s) à l'entretien d'un enfant marié ou pacé(e) ou chargé(e) de famille, quel que soit le nombre d'enfants du jeune foyer, la déduction est limitée à 10 996 €.</small>		
Frais d'accueil sous votre toit d'une personne de plus de 75 ans (case EU de la déclaration complémentaire)		b
Dédution limitée à 3 162 € par personne recueillie pour l'année complète.		
Pertes en capital consécutives à la souscription au capital de sociétés nouvelles ou de sociétés en difficulté (case CB et DA de la déclaration complémentaire)		c
<ul style="list-style-type: none"> Case CB : dans la limite de 30 000 € pour les couples mariés (ou liés par un PACS) et 15 250 € pour les autres Case DA : dans la limite de 60 000 € pour les couples mariés (ou liés par un PACS) et 30 000 € pour les autres. <small>(le total des cases CB et DA est lui-même limité à 30 000 € ou 60 000 €)</small>		
Déductions diverses (case DD)		d
Épargne retraite - PERP, PRÉFON, COREM ET COCOS		e
Montant des cotisations versées en 2006 cases RS, RT, RU (dans la limite du plafond de déduction et des achats cases SS, ST, SU)		18 0 ^(T18)
Total des lignes a à e		f
Souscriptions au capital des SOFIPÊCHE (case CC de la déclaration complémentaire)		g
Dédution plafonnée à 25 % du revenu [ligne 16 - ligne 17 - ligne g] (*) et limitée à 38 000 € pour les couples mariés ou liés par un PACS et à 19 000 € dans les autres cas.		
Total des lignes f + g		18 0
REVENU NET GLOBAL (16 - 17 - 18)		19 44 530
ABATTEMENTS SPÉCIAUX		20 0
ABATTEMENT ACCORDÉ AUX PERSONNES ÂGÉES OU INVALIDES : Si vous êtes âgé(e) de plus de 65 ans ou invalide (titulaire d'une pension d'invalidité militaire ou d'accident du travail d'au moins 40 % ou titulaire de la carte d'invalidité), vous bénéficiez d'un abattement de 2 172 € si le revenu net global de votre foyer fiscal n'excède pas 13 370 € et est de 1 086 € si ce revenu est compris entre 13 370 € et 21 070 €. Cet abattement est doublé si votre conjoint ou votre partenaire de PACS remplit également ces conditions d'âge ou d'invalidité. Cet abattement sera déduit automatiquement lors du calcul de l'impôt.		
ABATTEMENT POUR ENFANTS À CHARGE AYANT FONDÉ UN FOYER DISTINCT : Si vous avez accepté le rattachement de vos enfants mariés ou pacés ou de vos enfants célibataires, veufs, divorcés, séparés, chargés de famille, vous bénéficiez d'un abattement sur le revenu imposable de 6 496 € par personne ainsi rattachée. Si l'enfant de la personne rattachée est réparti à charge de l'un et l'autre de ses parents (garde alternée), cet abattement est divisé par deux soit 2 747,50 €. Exemple : 10 990 € pour un jeune ménage et 8 242,50 € pour un célibataire avec un jeune enfant en résidence alternée.		
MONTANT DU REVENU NET IMPOSABLE (19 - 20)		R = 44 530

(*) En cas de bénéfices agricoles exceptionnels, de gains de levée d'apports et de revenus exceptionnels ou différés imposés au quotient, leurs montants seront ajoutés à ce revenu.

Vous êtes non imposable lorsque :

vos revenus imposables sont inférieurs aux limites du tableau ci-dessous :

Part	Revenu inférieur à	Part	Revenu inférieur à	Part	Revenu inférieur à	Part	Revenu inférieur à	Part	Revenu inférieur à
1 part	10 642 €	2 parts	18 266 €	3 parts	21 870 €	4 parts	27 454 €	5 parts	33 098 €
1,5 part	13 440 €	2,5 parts	19 063 €	3,5 parts	24 677 €	4,5 parts	30 239 €	5,5 parts	35 905 €

IMPORTANT : Ces limites sont valables en l'absence de plus-values à un taux forfaitaire. Elles peuvent être supérieures si vous avez droit à une réduction d'impôt.

3 DÉTERMINEZ VOTRE NOMBRE DE PARTS (N) (1) utilisé pour l'application du barème de l'impôt sur le revenu

situation de famille	aucune personne à charge		nombre de personnes à charge (2)									
	cas général	cas particuliers (3)	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Marité ou liés par un PACS (4)	2	»	2,5	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Veuve(s) (5) (6)	1	1,5	1,5	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Collatéraux (6) (7)												
Divorcé(s) (6) (7)	1	1,5	1,5	2	3	4	5	6	7	8	9	10

- (1) Si vous avez des enfants en résidence alternée, procurez-vous le document d'information 2041GV pour déterminer le nombre de parts.
- (2) Ajoutez une demi-part pour chaque personne à charge titulaire de la carte d'invalidité (case D ou R du cadre C, page 2 de la déclaration).
- (3) Vous remplissez une ou plusieurs des conditions énumérées face aux cases P, E, K (case N non cochée), W, G du cadre A, page 2 de la déclaration.
- (4) Ajoutez une demi-part lorsque vous ou votre conjoint (ou votre partenaire lié par un PACS) êtes invalidés, ou si l'un de vous a plus de 75 ans et la carte du combattant. Ajoutez une part si chacun est invalidé.
- (5) • Votre conjoint (ou votre partenaire lié par un PACS) est décédé en 2006 : vous suivez le régime des « marités »
 • Vous avez un enfant à charge ou rattaché lors du mariage avec votre conjoint (ou votre partenaire lié par un PACS) décédé : ajoutez une part.
 • Vous vivez seule (case T du cadre B, page 2 de la déclaration) et :
 - vous avez au moins un enfant à charge non liés du mariage avec votre conjoint (ou votre partenaire lié par un PACS) décédé (cases F ou J des cadres C et D, page 2 de la déclaration)
 - ou si vous avez recueilli sous votre toit une (ou plusieurs) personne(s) titulaire(s) de la carte d'invalidité (case R du cadre C, page 2 de la déclaration)
- (6) Si vous êtes invalidé, ajoutez une demi-part si vous avez des personnes à charge.
- (7) Vous vivez seul(e) et vous avez déclaré au moins une personne à charge (enfant ou personne recueillie) : cases F, R, J des cadres C et D, page 2 de la déclaration - ajoutez une demi-part.

Nombre de parts N =

4 CALCULEZ LE QUOTIENT FAMILIAL CORRESPONDANT À VOTRE NOMBRE DE PARTS

Ce quotient « QF » est égal à : $\frac{R \text{ (revenu imposable)}}{N \text{ (nombre de parts)}} = \frac{22\,265}{2,00}$

Recherchez ci-dessous la tranche dans laquelle est situé votre quotient familial « QF » (et non pas votre revenu).

5 CALCULEZ VOTRE IMPÔT « I » À L'AIDE DU BARÈME SUIVANT :

Si votre « QF » est supérieur à	n'excède pas	5 614 €	et inférieur ou égal à	11 198 €	24 872 €	66 679 €	119 008 €
		5 614 €	11 198 €	24 872 €	66 679 €	119 008 €	

Dans votre cas, la formule de calcul est la suivante :

$(44\,530 \times (R \times 0,14) - (1\,260,60 \times N)) = I$

(à reporter page 5)

Exemple : Revenu net imposable R = 29 120 € ; le nombre de parts N est égal à 2,5. Le quotient familial (QF) est égal à 29 120 € : 2,5 = 11 648 €.
 Ce QF est compris dans la tranche « supérieur à 11 198 € et inférieur ou égal à 24 872 € ».
 La formule de calcul est :
 $I = (29\,120 \times 0,14) - (1\,260,60 \times 2,5) = 925,30 \text{ € arrondis à } 925 \text{ €}.$

6 CORRECTIONS À APPORTER À L'IMPÔT RÉSULTANT DU BARÈME

1 - PLAFONNEMENT DU QUOTIENT FAMILIAL

Déterminez l'impôt (A) en retenant un nombre de parts égal à 1 (pour les personnes non mariées) ou 2 (personnes mariées ou liées par un PACS)

Suivant votre situation, calculez une somme (B) égale à :

- **3 803 €** pour les deux premières demi-parts excédant 1 part + **2 198 €** x nombre de demi-parts restantes, pour les célibataires, divorcés, séparés, ayant parmi leurs personnes à charge, au moins un enfant qu'ils élèvent seuls (case 1 cochée) ;

- **2 198 €** x nombre de demi-parts excédant 1 part (personnes non mariées ou non pactées) ou excédant 2 parts (personnes mariées ou liées par un PACS) ;

- **844 €** pour les célibataires, divorcés, séparés, veufs, **vivant seuls (case N non cochée)** sans personne à charge, remplissant les conditions énoncées devant les cases K ou E lorsque leur dernier enfant, ouvrant droit à l'attribution de la demi-part supplémentaire, est né avant le 1er janvier 1991.

Calculez la différence A - B

Le montant des droits simples après plafonnement (IP) du sera égal à :

- si I est égal ou supérieur à C,
- C si C est supérieur à I.

A
B
C
IP

2 - RÉDUCTION D'IMPÔT PRATIQUÉE SUR L'IMPÔT APRÈS PLAFONNEMENT

Si IP = I, vous n'avez pas de réduction d'impôt supplémentaire à déduire. Reportez IP page 6 si vous n'habitez pas dans un DOM. Dans le cas contraire, calculez le montant (IP2) après déduction de l'abattement DOM (voir 3 ci-après). Si IP = C vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt complémentaire égale au maximum à 622 € par demi-part.

Calculez une somme (D) égale à :

- 622 € si :
 - célibataire, divorcé(e), séparé(e), veuf ou veuve,
 - vous êtes sans personne à charge, et remplissez les conditions énoncées devant les cases P ou G ou W ;
 - ou vous êtes invalide et avez une ou plusieurs personnes à charge non titulaire de la carte d'invalidité ;
 - ou vous vivez seul(e) (case N non cochée) et vous avez un ou plusieurs enfants majeurs ou imposés distinctement (case E), ou avez eu un enfant décédé après l'âge de 16 ans ou par suite de faits de guerre (case K), lorsque votre dernier enfant ouvrant droit à la demi-part supplémentaire est né à partir du 1er janvier 1981 ;
 - mariés ou liés par un PACS, l'un de vous remplit les conditions prévues devant la case S (sans avoir coché les cases P ou F) ;
- 622 € x nombre de personnes de votre foyer fiscal titulaires de la carte d'invalidité (cases P, F du cadre A ; cases G, R du cadre C, de la page 2 de la déclaration, case I du cadre C de la déclaration complémentaire), si vous êtes célibataire, divorcé(e), veuf ou veuve, mariés ou liés par un PACS, et avez une ou plusieurs personnes invalides à votre charge.

Calculez la différence A - I - B

La réduction d'impôt complémentaire (F) sera égale à :

- D si D est inférieur ou égal à E,
- E si E est inférieur à D.

D
E
F

Impôt après plafonnement et réduction d'impôt complémentaire : IP - F (à reporter page 6) ▶

IP 1

3 - CAS PARTICULIER : CONTRIBUABLES DOMICILIÉS DANS LES DOM

L'impôt (après plafonnement et réduction d'impôt complémentaire éventuels) est diminué d'un abattement de 30 % pour la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion (limité à 5 100 €) et de 40 % pour la Guyane (limité à 6 700 €).

Impôt après déduction de l'abattement DOM (à reporter page 6) ▶

IP 2

7 DÉCOTE

Si le montant de votre impôt est inférieur à 828 €, vous bénéficiez d'une décote égale

à 414 € - $\frac{I \text{ (ou IP ou IP 1 ou IP 2)}}{2}$. Inscrivez-la ci-contre :

Impôt après déduction de la décote I, (IP ou IP 1 ou IP 2) - A) ▶

A
B 3 713

8 DÉDUISEZ VOS RÉDUCTIONS D'IMPÔT

■ Dons effectués à des organismes d'aide aux personnes en difficulté (case UD) **75 %** des sommes versées. Le total de ces sommes est limité à **479 €** a

■ Dons aux autres œuvres, dons effectués pour le financement des partis politiques et des campagnes électorales (cases UF) et report des versements 2003 (case XS) et 2004 (case XT) et 2005 (case XU), b

66 % des versements retenus dans la limite de **20 %** du revenu déterminé (case 16 - case 17 - case g du 2^o)

■ Cotisations syndicales (cases AC, AE, AG), c

Pour chaque adhérent (salarié ou pensionné) : **66 %** des sommes versées limitées à 1 % des salaires et pensions.
NB : Cette réduction ne s'applique pas aux salariés demandant la déduction des frais réels.

■ Sommes versées pour l'emploi d'un salarié à domicile (case DF, DG, DL), d

50 % des sommes versées retenues dans la limite d'un plafond de **12 000 €** (majoré en fonction des charges de famille) ou dans la limite **20 000 €** si vous ou l'un des membres de votre foyer fiscal êtes, par exemple, titulaire d'une carte d'invalidité (au moins 80 % (voir notice)).

Total des lignes a à d (à reporter page 6), e

a
b
c
d
e

(*) En cas d'enfants en résidence alternée, des montants sont divisés par deux (cf. document d'information 2014-15).
(**) Augmentés des revenus taxés au quotient (avant application du quotient).

Report de la ligne e (page 5)	e
Intérêts pour paiement différé accordé aux agriculteurs (case 7 UM)	f
50 % des intérêts perçus retenus dans la limite de 8 000 € pour les personnes seules et de 10 000 € pour les personnes soumises à une imposition commune.	
Prestations compensatoires (cases WM à WP)	g
Taux de la réduction : 25 %	
Base de la réduction d'impôt :	
• 1er cas : absence de conversion de la rente en capital (ligne WM remplie)	
si WN = WO, Base = WN limitée à 30 000 €	
si WN est inférieur à WO et si WO est inférieur ou égal à 30 000 €, Base = WN	
si WN est inférieur à WO et si WO est supérieur à 30 000 €, Base = 30 000 × $\frac{WN}{WO}$	
• 2e cas : présence de conversion de la rente en capital (ligne WM remplie)	
si WN = WM et si WO est inférieur ou égal à 30 000 €, Base = WN	
si WN = WM et si WO est supérieur à 30 000 €, Base = $\frac{WN}{WO}$	
si WN est inférieur à WM et si WO est inférieur ou égal à 30 000 €, Base = WN	
si WN est inférieur à WM et si WO est supérieur à 30 000 €, Base = 30 000 × $\frac{WN}{WO}$	
• Présence de report (ligne WP remplie) : la réduction d'impôt est égale à 25 % du montant déclaré en WP	
Souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation ou de fonds d'investissement de proximité (cases GG et FQ de la déclaration complémentaire)	h
25 % des sommes versées.	
Chaque montant porté case GQ ou FQ est limité à 24 000 € pour les contribuables mariés (ou liés par un PACS) et à 12 000 € dans les autres cas.	
Ces deux déductions d'impôt sont indépendantes.	
Souscriptions au capital de SOFICA (cases FN et GN)	i
Base de la réduction d'impôt : 25 % du revenu net global (voir page 3 ligne 19) et dans la limite de 18 000 €	
Taux : 48 % du montant déclaré case GN et 40 % du montant déclaré case FN	
Pour l'appréciation du plafond, les souscriptions ouvrent droit à la réduction d'impôt au taux de 48 % sont imputées en priorité.	
Souscriptions au capital des PME (cases CF, CL, CM et CN de la déclaration complémentaire)	j
25 % des sommes versées.	
Les montants portés cases CF, CL, CM et CN sont limités à 40 000 € pour les contribuables mariés (ou liés par un PACS) et à 20 000 € dans les autres cas. L'excédent des versements 2003 (case CL) puis 2004 (case CM) et 2005 (case CN) ouvre droit à la réduction d'impôt avant les versements de l'année.	
Intérêts d'emprunts pour reprise de société (case FH de la déclaration complémentaire)	k
25 % des intérêts d'emprunts (base de calcul limitée à 20 000 € pour les contribuables mariés ou liés par un PACS et à 10 000 € pour les célibataires, veufs ou divorcés).	
Investissements et travaux forestiers (case LN de la déclaration complémentaire)	l
25 % du montant indiqué case LN.	
Défense des forêts contre l'incendie (case LC)	m
50 % des cotisations versées retenues dans la limite de 1 000 €	
Dépenses d'accueil dans un établissement pour personnes âgées dépendantes (cases CD et CE)	n
25 % des sommes versées limitées à 10 000 € par personne hébergée.	
Rentes survie et contrats d'épargne handicap (case GZ)	o
25 % des primes des rentes survie et des contrats d'épargne handicap (base de calcul limitée à 1 825 € + 300 € par enfant à charge).	
Investissements locatifs dans le secteur touristique (cases XC, XD, XF, XG, XH, XJ, XK, XL et XM)	p
Investissements indiqués case XC : 25 % du prix de revient ou du prix d'achat du logement plafonné à 100 000 € pour les contribuables mariés (ou liés par un PACS) et à 50 000 € pour les autres contribuables. La réduction d'impôt est répartie au maximum sur six ans. L'imputation est effectuée la première année à raison de 1/6 des limites de 25 000 € (pour les contribuables mariés ou liés par un PACS) ou de 12 500 € (pour les autres contribuables), puis pour le solde, dans les mêmes conditions, sur les cinq années suivantes.	
Investissements indiqués case XG et XH : 40 % (case XG) et 20 % (case XH) du montant des travaux de reconstruction, d'agrandissement, de grosses réparations ou d'amélioration, plafonnés à 100 000 € pour les contribuables soumis à une imposition commune et à 50 000 € pour les autres contribuables.	
Investissements indiqués case XL : 20 % du montant de l'acquisition et des travaux de reconstruction, d'agrandissement, de grosses réparations ou d'amélioration, plafonné à 100 000 € pour les contribuables mariés (ou liés par un PACS) et à 50 000 € pour les autres contribuables. La réduction est répartie au maximum sur six ans. L'imputation est effectuée la première année à raison de 1/6 des limites de 20 000 € (pour les contribuables mariés ou liés par un pac) ou de 10 000 € (pour les autres contribuables), puis pour le solde, dans les mêmes conditions, sur les cinq années suivantes.	
Report indiqué cas XD : la réduction d'impôt est égale à 15 % du montant reporté	
Report indiqué cas XF : la réduction d'impôt est égale à 25 % du montant reporté	
Report indiqué cas XJ : la réduction d'impôt est égale à 10 % du montant reporté	
Report indiqué cas XK : la réduction d'impôt est égale à 20 % du montant reporté	
Report indiqué cas XM : la réduction d'impôt est égale à 20 % du montant reporté	
Investissements OUTRE-MER dans le secteur du logement et autres secteurs d'activité (cases UA, UE, UI et UJ de la déclaration complémentaire)	q
Base 20 % et taux 40 %, soit réduction de 8 % des dépenses portées case UJ	
Base 20 % et taux 25 %, soit réduction de 5 % des dépenses portées cases UA et UB	
Investissements réalisés du 21/7/2003 au 31/12/2008. Report de la case UI	
Total des lignes e à q (à reporter page 7)	r

(*) Ces montants sont divisés par deux lorsque l'enfant est en résidence alternée

Report de la ligne r, page 6

- Frais de comptabilité et d'adhésion à un CGA ou AA (case FF de la déclaration complémentaire) (si vos recettes n'excèdent pas les limites du forfait BA, des micro-entreprises BIC ou du régime déclaratif spécial BNC) : r
- Maximum **915 €** par exploitation. r
- Aide aux créateurs et repreneurs d'entreprise : r
- **1 000 €** par personne déclarée case FY, majoré de **400 €** par personne handicapée déclarée case GY. r
- Enfants à charge poursuivant leurs études secondaires ou supérieures (cases EA, EC, EF de la 2042 et EB, ED, EG de la déclaration complémentaire) : r
- **61 €** par enfant fréquentant un collège, **153 €** par enfant fréquentant un lycée d'enseignement général, technologique ou professionnel, **153 €** par enfant suivant une formation d'enseignement supérieur. r
- Investissements OUTRE-MER dans le cadre d'une entreprise (cases UR, OZ, PZ, QZ, RZ et SZ de la déclaration complémentaire) : r
- Investissements DOM-TOM dans le cadre d'une entreprise

La réduction d'impôt est égale au montant indiqué case UR dans la limite des droits dus.
Report des années antérieures
 Le report de la réduction est égal au montant déclaré case OZ pour 2001, PZ pour 2002, QZ pour 2003, RZ pour 2004 et SZ pour 2005.

Total des lignes r à v limité au montant B ▶ C. 0

Impôt après imputation des réductions d'impôt ci-dessus (B - C) ▶ D. 3 713

9 IMPÔT À PAYER

- IMPÔT SUR LES PLUS-VALUES À TAUX FORFAITAIRES (16 % ; 22,5 % ; 30 % ; 40 %) : E
- REPRISES DE RÉDUCTIONS OU DE CRÉDITS D'IMPÔT : ajoutez les reprises de réductions ou de crédits d'impôt (case TF et TP du 8) : F
- CONTRIBUTION SUR LES REVENUS LOCATIFS : G
- 2,5 % du montant indiqué case BL du 4 : H
- Taxe exceptionnelle sur l'indemnité compensatrice des agents d'assurance (cases OM et RM du 5) : H

Le calcul est effectué par membre du foyer fiscal et par branche.
 Base de la taxe : OM ou RM. Taux : 8 % de 0 à 23 000 €, 4 % de 23 000 € à 107 000 € et 2,6 % au-delà de 107 000 €.

Impôt avant imputation (D + E + F + G + H) I. 3 713 (1)

- REPRISE du crédit d'impôt en faveur des jeunes, des accomptes et des versements mensuels de prime pour l'emploi : J. 0

- IMPUTATIONS
- Crédits d'impôt (cases : AB du 2, TA à TE, TG, TO, TH, UZ, TZ, WA à WE du 8) : a
- Crédit d'impôt dividendes : b
- 50 % des revenus déclarés cases DC et GR. Le crédit est limité à **115 €** pour les célibataires, veufs ou divorcés et à **230 €** pour les personnes soumises à imposition commune. b
- Crédit d'impôt directive « épargne » (case BG du 2) : c
- Reportez le montant que vous avez déterminé sur votre déclaration n° 2047. c
- Acquisition de biens culturels : d
- 40 % du prix d'acquisition indiqué case UO (7 de la déclaration complémentaire) : d
- Médicament d'entreprise (case US) : e
- Prélèvement libérateur à restituer (case DH du 2) : f
- Si vous avez rempli la case DH, portez, ligne f, 7,5 % du montant des produits des contrats d'assurance-vie et de capitalisation qui ont été soumis à tort au prélèvement libérateur alors qu'ils auraient pu bénéficier de l'abattement de 9 200 € ou de 4 600 €. f
- Crédit d'impôt pour dépenses en faveur : g
- des économies d'énergie et du développement durable (cases WF, WG, WH, WQ du 7) g
- de l'aide aux personnes (cases WI et WJ du 7) : g
- Taux : cases WF-60%, WG-40%, WH-25%, WQ-15%, WI-15% et case WJ-25%. Les dépenses sont retenues dans la limite d'un plafond pluriannuel majoré en fonction des charges de famille (voir notice) : g
- Crédit d'impôt pour dépenses d'acquisition ou de transformation d'un véhicule GPL ou mixte (cases UP et UQ du 7) : h
- case UP = 2 000 € par véhicule h
- case UQ = 3 000 € par véhicule h
- Crédit d'impôt représentatif de la taxe additionnelle au droit de bail (case TQ du 4) : i
- Reportez, ligne h, 2,5 % du montant des loyers couverts du 1^{er} 1998 au 30^{er} 1998 indiqué case TQ : i
- Frais de garde des enfants à l'extérieur du domicile (cases GA à GC et GE à GG du 7) : j
- 50 % des sommes versées limitées à **2 300 €** par enfant ou **1 150 €** si l'enfant est en résidence alternée) : j
- Crédit d'impôt pour souscription de prêts étudiants (case UK et VO du 7) : k
- 25 % des intérêts payés, retenus dans la limite de 1 000 € ou de 2 000 € (case VO cochée) : k
- Total des lignes a à k (à reporter page 8) : l

(1) Vous n'avez pas d'impôt à acquitter si l est inférieur à 61 € (sauf régularisation éventuelle des accomptes et des versements mensuels de prime pour l'emploi).

Report de la ligne I, page 7

Credit d'impôt primes d'assurance pour loyers payés (case BF du 4)	f	
50 % du montant des primes payées en 2006	m	
Credit d'impôt aide à la mobilité (cases AR à ER)	n	
1 500 € par case cochée	o	
Credit d'impôt en faveur des jeunes	p	
Pour déterminer le montant du crédit, procurez-vous le document d'information n° 2041 GY	q	
Prime pour l'emploi	r	
Prime pour l'emploi calculée à partir des indications ci-dessous	s	
Total lignes I à p ▶	K	

Si le montant total des crédits d'impôt est supérieur à l'impôt effectivement dû, l'excédent vous sera restitué (sauf s'il est inférieur à 8 €). En principe, l'excédent n'est pas restitué s'il provient de crédits d'impôt liés à l'application des conventions fiscales internationales ou des crédits d'impôt en faveur de la recherche ou pour adhésion à un groupement de prévention agréé).
Si votre impôt est inférieur au seuil de mise en recouvrement (61 €), la restitution sera réduite du montant de cet impôt.

IMPÔT DÙ (I + J - K) 3 713

■ TAUX D'IMPOSITION

Votre taux moyen d'imposition sera indiqué sur votre avis d'impôt sur le revenu. Il représente le niveau réel de votre imposition. Il est le résultat du rapport entre votre impôt sur le revenu et vos revenus nets de frais professionnels.

Si vous souhaitez calculer vous-même votre taux moyen d'imposition, utilisez la fiche de calcul jointe à cette notice.

> Pour obtenir les revenus nets de frais professionnels :

- additionnez les cases **(12)** à **(18)**, **(19)** et **(14)** ;
- additionnez ou déduisez les cases **(10)** à **(12)**, en fonction de leur résultat (positif ou négatif) ;
- déduisez les cases **(19)** à **(18)** ;

- ajoutez les revenus suivants :

- revenus de capitaux mobiliers soumis à un prélèvement libératoire : **cases 2EE et 2DH** ;
 - revenus exceptionnels ou différés ;
 - plus-values imposables à un taux proportionnel : **cases 3VG, 3VE, 3VF, 3VL et 3VM** ;
 - plus-values professionnelles à long terme taxées à 16 % du cadre 5.
- > Pour obtenir le total de votre impôt sur le revenu :
- prenez l'impôt dû qui apparaît case **(19)** de la fiche de calcul ;
 - ajoutez l'impôt correspondant à vos revenus exceptionnels ou différés ;
 - si vous avez déclaré des revenus de capitaux mobiliers soumis à un prélèvement libératoire, ajoutez ce prélèvement. Il est égal à 16 % des revenus de la case 2EE et à 7,5 % des revenus de la case 2DH.
 - déduisez la régularisation éventuelle d'un acompte et des versements mensuels de prime pour l'emploi.
 - déduisez les reprises éventuelles d'impôt (cases 8 TF, 8 TP) et la reprise du crédit « jeune ».

■ PRIME POUR L'EMPLOI

La prime est établie en proportion des revenus d'activité de chaque membre du foyer. Elle peut comporter en outre une majoration liée à la situation de famille. Pour avoir droit à la prime, le revenu d'activité déclaré doit être supérieur ou égal à 3 695 € (quelle que soit la durée du temps de travail).

Pour chaque membre du foyer fiscal travaillant à temps plein sur toute l'année, le calcul de la prime s'effectue en appliquant les formules du tableau ci-dessous. En cas de travail à temps partiel, reportez-vous à l'exemple figurant après le tableau.

Situation de famille	Revenu d'activité déclaré cases AJ à EJ Revenu d'activité non salariée exercée à titre professionnel x 1,1111 %	Prime individuelle	Majoration pour le foyer
- Célibataires, divorcés, veufs avec des enfants à charge (si l'enfant est sous 25 ans)	supérieur ou égal à 3 695 € et inférieur ou égal à 12 315 €	R x 7,7 %	
- Mariés ou liés par un PACS ayant chacun une activité	supérieur à 12 315 € et inférieur ou égal à 17 227 €	(17 227 - R) x 19,3 %	36 € x nombre de personnes à charge (1)
- Mariés ou liés par un PACS et un seul des conjoints ou partenaires exerce une activité à pourcentage au moins 3 695 € dans l'année	supérieur ou égal à 3 695 € et inférieur ou égal à 12 315 €	(R x 7,7 %) + 82 €	
	supérieur à 12 315 € et inférieur ou égal à 17 227 €	82 €	Majoration forfaitaire de 36 € quel que soit le nombre de personnes à charge (2)
	supérieur à 17 227 € et inférieur ou égal à 24 630 €	(24 630 - R) x 5,1 %	
- Célibataires, veufs, divorcés élevant seuls leurs enfants (case T cochée)	supérieur ou égal à 3 695 € et inférieur ou égal à 12 315 €	R x 7,7 %	-72 € pour la 1 ^{re} personne à charge (3)
	supérieur à 12 315 € et inférieur ou égal à 17 227 €	(17 227 - R) x 19,3 %	-36 € x nombre de personnes à charge à partir de la 2 ^e (3)
[Sauf les veufs ou veuves ayant coché la case T et la case L]	supérieur à 17 227 € et inférieur ou égal à 26 231 €	0	72 € quel que soit le nombre de personnes à charge (4)

Exemple de calcul de prime pour une activité à temps partiel :
Soit un célibataire avec un enfant à charge qu'il élève seul, qui a travaillé 700 heures dans l'année et qui a perçu une rémunération de 4 800 €. Son revenu d'activité R converti en équivalent temps plein s'élève à 4 800 € x 1 520/700 = 12 480 €. Sa prime calculée sur une année pleine serait de (17 227 € - 12 480 €) x 19,3 % = 916 €. Ce montant doit être recouvert à temps partiel en le divisant par 1 520/700, soit 352 €. Comme l'activité est exercée à moins de 50%, ce montant de prime doit être majoré de 85 %, soit 352 x 1,85 = 651 €. Cette personne bénéficie également d'une majoration de 72 € au titre de son enfant à charge. Le total de la prime pour l'emploi s'élève donc à 723 € (651 € + 72 €).
Si le foyer fiscal n'est composé que d'enfants en résidence alternée, les majorations sont déterminées de la façon suivante :
(1) majoration de 36 € divisée par deux (quel que soit le nombre d'enfants) ;
(2) ou majoration forfaitaire de 36 € divisée par deux (quel que soit le nombre d'enfants) ;
(3) ou majoration de 36 € appliquée à chacun des deux premiers enfants et 36 € divisée par deux par enfant à compter du 3e ;
(4) ou 36 € quel que soit le nombre d'enfants.
Pour des renseignements complémentaires, procurez-vous le document d'information n° 2041 GS.



Document strictement personnel, concernant l'imposition
de M. François (avec immo) PANASSAC, ne pouvant se substituer
à l'avis adressé par votre perception

	CSG	CRDS	Prél. Soc. et Cont. solidarité	
Revenus de capitaux mobiliers	16 000	16 000	16 000	
Base imposable	16 000	16 000	16 000	
Taux de l'imposition	8,20 %	0,50 %	2,30 %	
Total net de l'imposition	1 312	80	368	
Montant net à payer				1 760
<hr/>				
Montant de la CSG déductible prise en compte pour l'imposition des revenus perçus en 2007			928	
<hr/>				
Le montant des contributions sociales figurant sur le présent avis est versé à la Sécurité Sociale et à différents organismes sociaux.				
<hr/>				

DECLARATION DES REVENUS (N°2042)



Vous pouvez transmettre les formulaires présentés pages suivantes à votre centre des impôts, qui les considérera comme recevables conformément aux instructions du BOI 5 N-1-02 du 5 décembre 2002.

Quelques conseils avant de transmettre vos formulaires :

- Afin d'éviter tout risque de confusion ou d'omission sur les éléments déclarés, vous devez vous assurer que les documents imprimés par Premis plus sont parfaitement lisibles (qualité d'encre, taille des caractères). Dans le cas contraire, nous vous conseillons de modifier les paramètres d'impression (à partir du menu Fichier, Mise en page), d'imprimer en couleur, et de réduire les marges.
- Consultez attentivement l'audit de la déclaration n°2042 pour vérifier que votre déclaration ne comporte pas d'erreur. Rassemblez les justificatifs demandés en vous aidant des messages signalés par un trombone dans l'audit.
- N'oubliez pas de signer la déclaration imprimée et d'agrafer ensemble tous les feuillets constituant la déclaration.
- Enfin, si vous avez reçu à votre domicile une déclaration préremplie, vous joindrez ce document au(x) formulaire(s) n°2042 imprimés à partir de votre logiciel.

Revenus et charges déclarés

Votre Impôt sur le Revenu a été calculé en fonction des données présentées ci-dessous.

Votre foyer fiscal

Vous		
Monsieur PANASSAC François (avec immo)		
Conjoint		
Madame PANASSAC Hélène		
Nom de naissance : DUBOSC		
Date et lieu de signature...		
Date de signature : 2007		
Madame, vous souhaitez voir figurer votre nom de naissance sur les courriers de l'administration fiscale : OUI		
Situation du foyer fiscal		
Vous êtes marié(e)	M	OUI

Traitements, salaires

Traitements, salaires		
M. François (avec immo) PANASSAC		
Total des revenus d'activité	AJ	18 000 €
Mme Hélène PANASSAC		
Total des revenus d'activité	BJ	18 000 €

Prime pour l'emploi		
M. François (avec immo) PANASSAC		
Prime pour l'emploi : travail à temps plein sur l'année	AX	OUI

Autres revenus

Revenus des valeurs et capitaux mobiliers		
Revenus n'ouvrant pas droit à abattement : revenus de valeurs mobilières et distributions (crédit d'impôt inclus)	TS	16 000 €

Revenus fonciers, Contribution sur les Revenus Locatifs		
Déficit imputable sur les revenus fonciers (report du résultat déterminé sur la déclaration n°2044)	BB	3 640 €
Déficit imputable sur le revenu global (report du résultat déterminé sur la déclaration n°2044)	BC	3 870 €
Vous avez souscrit une déclaration 2044-spéciale	BZ	OUI

DÉCLARATION DES REVENUS 2006

N° 2042



Renvoyez un exemplaire de votre déclaration au centre des impôts de votre domicile **au plus tard le 31 mai**.
Affranchissez suffisamment votre lettre.

ADRESSE AU 1er JANVIER 2007 (Pour le calcul correct de votre taxe d'habitation)

Appt. Étage Esc. Bâtiment Nbre de pièces N° et Rue
 Résidence Code postal Commune
 À ce domicile, vous êtes propriétaire locataire occupant à titre gratuit Nom du propriétaire

ÉTAT CIVIL OU DES DÉCLARANTS (Écrivez en lettres majuscules)

Vous Monsieur Madame Mademoiselle **Conjoint *** Monsieur Madame Mademoiselle
PANASSAC ◀ Nom ▶ **PANASSAC**
 ◀ Nom de naissance ▶ **DUBOSC**
FRANÇOIS (AVEC IMMO) ◀ Prénoms ▶ **HÉLÈNE**
 ◀ Date de naissance ▶
 DÉPT COMMUNE (OU PAYS SI NÉ(E) À L'ÉTRANGER) ◀ Lieu de naissance ▶ DÉPT COMMUNE (OU PAYS SI NÉ(E) À L'ÉTRANGER)

• Si vous déposez une déclaration pour la première fois, cochez la case
 Sinon, indiquez votre n° FIP : et votre n° fiscal :
 le n° fiscal de votre conjoint :
 Vous trouverez ces numéros sur votre déclaration de revenus ou votre avis d'imposition de l'année dernière. Leur indication facilitera le rapprochement des acomptes ou mensualités que vous avez déjà payés et de l'impôt dû.
 • Pour les couples mariés : Madame, si vous souhaitez voir figurer votre nom de naissance sur nos courriers, veuillez cocher la case :
 * ou partenaire du Pacs

REDEVANCE AUDIOVISUELLE

Cochez la case, si aucune de vos résidences (principale ou secondaire) n'est équipée d'un téléviseur (voir notice) : Ø RA

CHANGEMENTS D'ADRESSE

En cas de changement d'adresse en 2006 ou en 2007, merci de compléter les informations ci-dessous :

Si vous avez déménagé en 2006, indiquez votre adresse au 1er janvier 2006

N° et Rue Bâtiment Appt.
 Code postal Commune

Si vous avez déménagé après le 1er janvier 2007, indiquez votre adresse actuelle (pour recevoir sans difficulté votre courrier)

N° et Rue Bâtiment Appt.
 Code postal Commune

SIGNATURE DU OU DES DÉCLARANTS

À 2007
 Votre n° de téléphone
 Votre adresse internet
 Si vous déposez également une déclaration n°2042 complémentaire, cochez la case

Services gestionnaires Situation et charges du foyer fiscal Éléments pour la taxe d'habitation

2/4 N'oubliez pas de remplir le cadre A.
• Si vous êtes seul(e) voire ou vos enfants : complétez le cadre B.
• Si vous avez des personnes à charge (autres que les enfants rattachés) : complétez le cadre C.
• Si un ou plusieurs de vos enfants majeurs ou mariés demandent leur rattachement : complétez le cadre D.

A | SITUATION DU FOYER FISCAL EN 2006

M Mariés **C** Célibataire **D** Divorcé/séparation
V Veuvage **O** Pacs

En cas de changement en 2006 :
Date du mariage ou du PACS : X / / 2006
Date du divorce/séparation/rupture du PACS : Y / / 2006
Date du décès : Z / / 2006

Vous devez souscrire une déclaration pour chacune des périodes avant et après votre changement de situation de famille (voir notice).

SITUATIONS PARTICULIÈRES

Situation des enfants en cas de célibat, divorce, séparation ou veuvage

K Vous vivez seul(e) et vous avez eu un enfant décédé après l'âge de 16 ans ou par suite de faits de guerre. (Complétez aussi la ligne H).

E Vous vivez seul(e) et vos enfants (majeurs ou mariés ; mineurs imposés en leur nom propre) ne sont pas complétés à votre charge ou n'ont pas demandé leur rattachement à votre foyer. (Complétez aussi la ligne H).

H Année de naissance de votre enfant dernier-né, ouvrant droit à l'attribution d'une demi-part supplémentaire

N Vous ne vivez pas seul(e).

L Un ou moins de vos enfants à charge ou rattaché est issu du mariage avec votre conjoint* décédé.

Situations donnant droit à une demi-part supplémentaire

Titulaire d'une pension (militaire, accident du travail) pour une invalidité d'au moins 40 % ou d'une carte d'invalidité d'au moins 80 % (joignez une copie de la carte) :

P Vous remplissez ces conditions.

F Votre conjoint* remplit ces conditions, ou votre conjoint*, décédé en 2006, remplissait ces conditions.

Titulaire de la carte du combattant ou d'une pension militaire d'invalidité ou de victime de guerre :

W Vous êtes célibataire, divorcé, séparé, veuf** et :
- vous avez plus de 75 ans et remplissez ces conditions ;
- vous avez plus de 75 ans et votre conjoint*, décédé, remplissait ces conditions ;
- votre conjoint*, âgé de plus de 75 ans, décédé en 2006, remplissait ces conditions.

S Vous êtes mariés ou liés par un PACS et l'un des deux déclarants, âgé de plus de 75 ans, remplit ces conditions.

G Vous avez une pension de veuve de guerre.

B | PARENT ISOLÉ

Vous êtes célibataire, divorcé(e), séparé(e), veuf(ve)** et vous vivez seul(e) avec votre (ou vos) enfant(s) ou des personnes invalides recueillies sous votre toit ; pour bénéficier de la majoration du nombre de parts et éventuellement de la majoration de la prime pour l'emploi, cochez la case :

T

C | PERSONNES À CHARGE EN 2006 (voir notice)

Précisez ci-dessous TOUTES LES PERSONNES À VOTRE CHARGE, autres que les enfants qui demandent leur rattachement, en indiquant pour chacune son année de naissance (Ne comptez pas les enfants qui souscrivent une déclaration séparée ou qui sont déclarés à charge par une autre personne). Indiquez leurs nom et prénom ci-dessous.

Si vous n'avez plus de personne à charge, portez « 0 » dans la ou les cases F à R.

Indiquez les enfants en résidence alternée sur la déclaration n° 2042 C.

Enfant(s) non marié(s) de moins de 18 ans au 01-01-2006 ou né(s) en 2006 ou handicapé(s) quel que soit l'âge : Nombre : **F** / 0

Année de naissance : _____

Dont enfant(s) titulaire(s) de la carte d'invalidité : Nombre : **G** / 0

Année de naissance : _____

Personne(s) vivant sous votre toit et titulaire(s) de la carte d'invalidité d'au moins 80 % : Nombre : **R** / 0

Année de naissance : _____

Précisez ci-dessous les noms et prénoms de vos enfants ou autres personnes à charge :

D | RATTACHEMENT D'ENFANTS MAJEURS OU MARIÉS EN 2006

Nombre d'enfant(s) célibataire(s) (ou veuf(s) ou divorcé(s) majeurs sans enfant) : **J**

Nombre d'enfants mariés ou non mariés chargés de famille : **N**

(y compris le conjoint et les enfants)

M/Mme/Mlle	Nom	Num de naissance si différent	Prénoms

En application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 dite « Informatique et Libertés », vous pouvez accéder aux données vous concernant, sous réserve que cela ne porte pas atteinte à la recherche des infractions fiscales, et les faire modifier, sous réserve des procédures du code général des impôts et du livre des procédures fiscales. Les demandes sont adressées au centre des impôts dont vous relevez. Les données portées sur les déclarations de revenus sont utilisées pour le gestion de l'impôt sur le revenu, de la taxe d'habitation et de la retenue de l'impôt sur le revenu. Elles sont rapprochées des déclarations relatives à l'impôt de solidarité sur la fortune. Les organismes chargés de la gestion d'assurance retraite, d'allocations familiales, de régime complémentaire et du contrôle des cotisations des professions indépendantes sont, sur leur demande, destinataires d'informations issues du traitement de la déclaration de revenus de leurs seuls allocataires, pensionnés ou assurés.

* Ou partenaire du PACS.
** Ou votre partenaire si par un PACS est aboli.

Audit de la déclaration des revenus

- Les formulaires édités par Premis plus sont acceptés par l'administration conformément au BOI 5 N-1-02 du 5 décembre 2002. Ils doivent être complets et lisibles. Pensez à signer le ou les formulaires (y compris la déclaration n°2042 C s'il y a lieu) et à agraffer l'ensemble des feuilles que vous glisserez à l'intérieur de la déclaration préremplie, reçue à votre domicile.
- Vous n'avez pas saisi l'année de naissance du contribuable. Attention cet élément peut avoir un impact important sur le calcul de l'impôt si le contribuable est âgé de plus de 65 ans.
- Vous n'avez pas saisi l'année de naissance du conjoint (ou partenaire du PACS). Attention cet élément peut avoir un impact important sur le calcul de l'impôt pour les personnes âgées de plus de 65 ans.
- Redevance audiovisuelle : vous possédez un ou plusieurs postes de télévision. La redevance audiovisuelle vous sera adressée en même temps que l'avis de taxe d'habitation de votre résidence principale et devra être acquittée dans les mêmes délais. Pour 2006, la redevance s'élevait à 116 € (ou à 74 € pour les résidents dans les DOM).
- Vous avez déclaré des revenus d'activité salariée. Pour déterminer le montant de la prime pour l'emploi à laquelle vous pouvez éventuellement prétendre, précisez s'il s'agit d'un temps plein sur l'année ou, dans le cas contraire, indiquez le nombre d'heures rémunérées dans l'année.
- Revenus mobiliers : vous pouvez déclarer ligne CA, les frais et charges autres que les frais d'encaissement, et notamment les frais de garde des titres, les commissions de vérification des tirages, les droits de location de coffres-forts et les primes d'assurance (autres que les primes couvrant les risques de dépréciation).
- Revenus fonciers : n'oubliez pas de joindre votre déclaration des revenus fonciers (imprimé n°2044 ou 2044 S).
- Défis imputables sur les revenus fonciers : le montant indiqué (3 640 €) peut être imputé pendant les 10 années qui suivent la réalisation du déficit.
- Vérifiez que vous n'avez pas oublié de reporter cette année le montant de CSG déductible payé en 2006 sur vos revenus du patrimoine de 2005. Ce montant est généralement prérempli sur la déclaration n°2042 que vous a adressée l'administration.
- Avant d'envoyer votre déclaration n°2042 à votre centre des impôts, veillez à renseigner votre numéro FIP pour faciliter le rapprochement entre les acomptes, ou mensualités, payés et l'impôt dû.
- Avant d'envoyer votre déclaration n°2042 à votre centre des impôts, veillez à renseigner votre numéro fiscal.
- Avant d'envoyer votre déclaration n°2042 à votre centre des impôts, veillez à renseigner le numéro fiscal de votre conjoint (ou partenaire).
- Votre revenu de référence est égal à 44 530 €. Ce revenu sert à déterminer les éventuels exonérations ou allègements de taxe d'habitation et de taxe foncière.
- Vous allez acquitter sur les revenus de 2006 un montant de CSG de 1 312 € dont 928 € seront à déduire lors de l'imposition des revenus de 2007. N'oubliez pas de reporter ce montant sur la déclaration que vous rédigerez en février 2008.

- Les fac-similés d'avis d'imposition et d'avis de contributions sociales imprimés par Premis plus sont strictement personnels et n'ont aucune valeur juridique. Dans vos démarches ou vos relations avec les tiers, ils ne peuvent en aucun cas se substituer aux avis d'imposition qui vous sont adressés par votre perception.

DECLARATION N°2044



Revenus fonciers déclarés

Désignation du déclarant

Monsieur François (avec immo) PANASSAC

Synthèse de vos revenus fonciers

Propriétés rurales et urbaines (propriétés ordinaires, dispositifs Borloo, Robien, Besson, Périssol ...)	
Revenus bruts	2 760 €
Frais et charges (hors intérêts d'emprunt)	3 870 €
Intérêts d'emprunts	6 400 €
BENEFICE (+) ou DEFICIT (-) DES PROPRIETES RURALES ET URBAINES	-7 510 €

REVENU NET FONCIER	-7 510 €
---------------------------	-----------------

Reports sur votre déclaration n°2042

4. REVENUS FONCIERS (loyers, fermages, parts de SCI, affichage)		
Revenus de 2006	BA	0 €
Part du déficit imputable sur vos revenus fonciers	BB	3 640 €
Part du déficit imputable sur votre revenu global	BC	3 870 €
Déficits antérieurs non encore imputés	BD	0 €
Vous avez souscrit une déclaration spéciale n°2044-spé	BZ	Oui

Propriété n°1 - Brunstat

Caractéristiques

Vous avez choisi l'option pour la déduction au titre de l'amortissement 'Rbien recentré'.

Date d'acquisition : 1-9-2006
Date d'achèvement : 1-9-2006
Nombre de locaux dans l'immeuble : 1
Nom et prénom du locataire : M. XX

Constitution du revenu ou déficit

RECETTES		
Immeuble donné en location		
Loyers (ou fermages) bruts encaissés	211	2 760 €
TOTAL DES RECETTES : lignes 211 à 214	215	2 760 €

FRAIS ET CHARGES		
Autres frais de gestion : 20 € par local	222	20 €
Déduction pratiquée en 2006 au titre de l'amortissement	229	3 850 €
TOTAL DES FRAIS ET CHARGES : lignes 221 à 230 - ligne 231	240	3 870 €
Intérêts d'emprunt	250	6 400 €

REVENUS FONCIERS TAXABLES		
Ligne 215 - ligne 240 - ligne 250	261	-7 510 €
BENEFICE (+) OU DEFICIT (-) : ligne 261 + ligne 262	263	-7 510 €

TABLEAU D'AMORTISSEMENT DES LOGEMENTS NEUFS		
Investissement initial		
Prix de revient de l'immeuble	811	192 500 €
Date de début de la période d'amortissement	812	01/09/2006
Montant de la déduction pratiquée en 2006 au titre de l'amortissement	813	3 850 €
Montant cumulé des déductions pratiquées de 1996 à 2006 au titre de l'amortissement	814	3 850 €
MONTANT TOTAL DE LA DEDUCTION PRATIQUEE EN 2006 AU TITRE DE L'AMORTISSEMENT (lignes 813 + 827 + 837)	840	3 850 €

Intérêts d'emprunt

Vous avez contracté, le 01 avril 2006, un emprunt auprès de :

BPI

Vous avez versé à ce titre des intérêts pour un montant de 6 400 €.

Déclaration spéciale des revenus fonciers 2006

Pour remplir cette déclaration qui est une annexe à votre déclaration d'ensemble des revenus n°2042, veuillez vous reporter à la notice explicative. Les chiffres indiqués à gauche de certaines lignes vous y renvoient.

100 Désignation du déclarant

Nom et prénoms **PANASSAC**
 Adresse complète du domicile **François (avec immo).**

110 Parts de sociétés immobilières
non passibles de l'impôt sur les sociétés

Si vous êtes associé dans une société immobilière possédant des immeubles spéciaux (immeubles situés en secteur sauvegardé, classés monuments historiques ou possédés en nue-propriété), reportez-vous page 4 et 5.

Propriétés rurales et urbaines

	Besson ancien et Robien ZRE	Logement vacant	Dispositifs		Lienemann	Parissol, Besson neuf, Robien classique et récent, Besson neuf Opt. amortissement	Robien SCPI et Besson SCPI
			Besson ancien dans le secteur intermédiaire et besson neuf 30 %	Besson ancien dans le secteur social 45 %			
Immeuble 1*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Immeuble 2*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Immeuble 3*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Immeuble 4*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Immeuble 5*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Immeuble 6*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Nom et adresse de la ou des sociétés

Immeuble 1*
 Immeuble 2*
 Immeuble 3*
 Immeuble 4*
 Immeuble 5*
 Immeuble 6*

	Immeuble 1*	Immeuble 2*	Immeuble 3*	Immeuble 4*	Immeuble 5*	Immeuble 6*	
111 Revenus bruts							A.
112 Frais et charges (sauf intérêts d'emprunt)							B.
113 Déduction pratiquée en 2006 au titre de l'amortissement (uniquement si vous possédez des parts de SCPI pour lesquelles vous avez opté pour les dispositifs «Robien classique», «Robien récent» ou «Besson neuf») (remplir également le tableau page 8)							C.
114 Intérêts d'emprunt							D.
115 Bénéfice (+) ou déficit (-)							E.

116 Total de chaque ligne, à reporter pages 6 et 7

* ou groupes d'immeubles de même nature ayant le même régime d'imposition

120 Signature

Dated et signez ci-contre

.....

200 Propriétés rurales et urbaines

201 Caractéristiques des propriétés (cochez les cases qui correspondent à votre cas)

	Besson ancien et Robien ZNR		Dispositifs		Besson ancien		Lienemann		Périsol		Nom et prénom du locataire
	Besson ancien et Robien ZNR	Borloo neuf	Logement vacant	Borloo ancien dans le secteur intermédiaire	Borloo ancien dans le secteur social	Borloo ancien dans le secteur social	Liennemann	Périsol Besson-neuf	Robien classique et reconstruit Borloo neuf	Opi. amort.	
	25%	30%	30%	30%	45%	45%	46%				
Immeuble 1	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	M. XX
Immeuble 2	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 3	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 4	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 5	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 6	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 7	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Immeuble 8	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Immeuble 1 Immeuble 2 Immeuble 3
 Nombre de locaux Nombre de locaux Nombre de locaux

210 Recettes

	Immeuble 1	Immeuble 2	Immeuble 3
Immeubles donnés en location			
211 Loyers (ou fermages) bruts encaissés	2 760		
212 Dépenses mises par convention à la charge des locataires			
213 Recettes brutes diverses (y compris subventions ANAH et indemnités d'assurance)			
Immeubles dont vous vous réservez la jouissance			
214 Valeur locative réelle des propriétés dont vous vous réservez la jouissance			
215 Total des recettes : lignes 211 à 214	2 760		

220 Frais et charges

A compter du 1er janvier 2006, la déduction forfaitaire et ses majorations sont supprimées. En contrepartie, les frais d'administration et de gestion ainsi que les primes d'assurance sont pris en compte pour leur montant réel et des déductions spécifiques sont également créées en lieu et place des majorations qui avaient notamment pour objet de compenser un effort de loyer ou des contraintes particulières (voir notice)

221 Frais d'administration et de gestion (rémunération des gardes et concierges ; rémunérations, honoraires et commissions versés à un tiers ; frais de procédure)			
222 Autres frais de gestion : 20 € par local (remplir également la rubrique 600)	20		
223 Primes d'assurance			
224 Dépenses de réparation, d'entretien et d'amélioration (remplir également la rubrique 600)			
225 Charges récupérables non récupérées au départ du locataire			
226 Indemnités d'éviction, frais de relogement			
227 Taxes foncières, taxes annexes de 2006, CRL payée en 2006 (Taux d'anivèment des ordures ménagères : voir notice)			
Régimes particuliers			
228 Déductions spécifiques (sous certaines conditions : voir notice) 10 %, 20 %, 30 %, 40 %, 45 %, 48 %, 60 % ou 75 % de la ligne 215			
229 Déduction pratiquée en 2006 au titre de l'amortissement (remplir également le tableau page 8)	3 850		
Immeubles en copropriété (uniquement pour les copropriétaires bailleurs)			
230 Provisions pour charges payées en 2006			
231 Régularisation des provisions pour charges déduites au titre de 2005			
240 Total des frais et charges : lignes 221 à 230 - ligne 231	3 870		
250 Intérêts d'emprunt (Remplir également la rubrique 610)	6 400		
260 Revenus fonciers taxables			
261 Ligne 215 - ligne 240 - ligne 250	-7 510		
262 Réintégration du supplément de déduction (voir notice)			
263 Bénéfice (+) ou déficit (-) : ligne 261 + ligne 262	-7 510		

* En cas de cumul de la déduction spécifique de 30 % pour les logements vacants avec les déductions spécifiques de 30 % ou 45 % des dispositifs « Borloo ancien ».

Date d'acquisition
de l'immeuble

01/09/2006

Adresse (numéro et rue, commune et code postal)

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Immeuble 4
Nombre de locaux

Immeuble 5
Nombre de locaux

Immeuble 6
Nombre de locaux

Immeuble 7
Nombre de locaux

Immeuble 8
Nombre de locaux

Total des lignes
à reporter page 6

211					
212					
213					
214					
215					F 2 760

221					
222					
223					
224					
225					
226					
227					
228					
229					
230					
231					
240					G 3 870
250					H 6 400
261					
262					I
263					J 7 910

401 **Détail par poste et catégorie d'immeubles**

Secteurs sauvegardés
ou assimilés
Autorisation de travaux
obtenue à partir du 1/1/1995

Revenus bruts	4A
Frais et charges (sauf intérêts d'emprunts)	4B
Intérêts d'emprunts	4C
Bénéfice (+) ou déficit (-)	4D

410 **Immeubles spéciaux**411 **Catégories et caractéristiques des propriétés** (cochez les cases qui correspondent à votre cas)

Adresse (numéro et rue, commune et code postal)	Date d'acquisition de l'immeuble
Catégorie 1	
Catégorie 2	
Catégorie 3	
Catégorie 4	

Secteurs sauvegardés
ou assimilés
Autorisation de travaux
obtenue à partir du 1/1/1995

Nombre de locaux

420 **Recettes**

Immeubles donnés en location	
421 Loyers (ou fermages) bruts encaissés	
422 Dépenses mises par convention à la charge des locataires	
423 Recettes brutes diverses (y compris subventions ANAH et indemnités d'assurance)	
430 Total des recettes : lignes 421 à 423	4E

440 **Frais et charges**

A compter du 1^{er} janvier 2006, la déduction forfaitaire et ses majorations sont supprimées. En contrepartie, les frais d'administration et de gestion ainsi que les primes d'assurance sont pris en compte pour leur montant réel et des déductions spécifiques sont également créées en lieu et place des majorations qui avaient notamment pour objet de compenser un effort de loyer ou des contraintes particulières (voir notice)

441 Frais d'administration et de gestion (rémunération des concierges ; rémunérations, honoraires et commissions versées à un tiers ; frais de procédure)	
442 Autres frais de gestion : 20 € par local	
443 Primes d'assurance	
444 Dépenses de réparation et d'amélioration (et remplir la rubrique 600)	
445 Dépenses d'entretien (et remplir également la rubrique 600)	
446 Dépenses spécifiques aux opérations de restauration immobilière des immeubles situés en secteurs sauvegardés ou assimilés (et remplir la rubrique 600)	
447 Dépenses de grosses réparations (nus-proprétaires seulement et remplir la rubrique 600)	
448 Dépenses spécifiques aux monuments historiques	
449 Charges récupérables non récupérées au départ du locataire	
450 Indemnités d'éviction, frais de réajustement	
451 Taxes foncières et taxes annexes de 2006, CRL payée en 2006 (Taux d'enlèvement des ordures ménagères : voir notice)	
Régimes spécifiques	
452 Déductions spécifiques (sous certaines conditions, voir notice) 10%, 25%, 30%, 45%, 46%, 60% et 75% de la ligne 430 Immeubles en copropriété (uniquement pour les copropriétaires bailleurs)	
453 Provisions pour charges payées en 2006	
454 Régularisation des provisions pour charges déduites au titre de 2005	
455 Total des frais et charges : lignes 441 à 453 - ligne 454	4F
460 Intérêts d'emprunt (et remplir la rubrique 610)	4G

470 **Revenu foncier taxable par catégorie d'immeubles**

Ligne 430 - ligne 455 - ligne 460

* En cas de cumul de la déduction spécifique de 30 % pour les logements vacants avec les déductions spécifiques de 30 % ou 45 % des dispositifs « Barbois ancien ».

Monuments historiques Nus-proprétés Nom et adresse des sociétés

.....
SE	SP

Nom et prénom du locataire

.....
.....
.....

2 Monuments historiques

3 Nus-proprétés
acquises par succession
ou donation entre parents

4 Autres nus-proprétés

Nombre de locaux

Nombre de locaux

Nombre de locaux

421

422

423

430

Total des lignes
à reporter page 6

441

442

443

444

445

446

447

448

449

450

SH

451

452

453

454

455

460

SJ

SL

470 SM

SN

SP

700 Répartition du déficit

701 Propriétés rurales et urbaines

<i>(Immubles possédés directement ou parts de sociétés immobilières)</i>		
702 Total des revenus bruts : cases (A + F + I)	2 780 €	
703 Total des intérêts d'emprunt : cases (D + H)	6 400 €	
704 Total des autres frais et charges : cases (B + C + G)	3 870 €	Bénéfice à reporter case 7A ci-dessous
705 Résultat net : lignes (702 - 703 - 704)	7 410 €	

Continuez les calculs ci-après (lignes 706 à 711) uniquement en cas de déficit

706 Si la ligne 703 est inférieure à la ligne 702		
707 Reportez le montant de la ligne 705 dans la limite de 10 700 € (1) en case 7C ci-dessous		
708 Reportez le surplus éventuel ligne 705 - 10 700 € (1) en case 7B ci-dessous		
709 Si la ligne 703 est supérieure ou égale à la ligne 702		
710 Portez le montant de la ligne 704 dans la limite de 10 700 € (1) en case 7C ci-dessous		A reporter case 7B ci-dessous.
711 Calculez le surplus éventuel [ligne 704 - 10 700 € (1)] + [ligne 703 - ligne 702]	3 640 €	
(1) ou 15 300 € si le résultat d'au moins un des immeubles pour lesquels vous avez opté pour la déduction au titre de l'amortissement "Périsso" est déficitaire (voir paragraphe 229 de la notice)		

720 Secteurs sauvegardés ou assimilés

<i>(Immubles possédés directement ou parts de sociétés immobilières)</i>		
721 Total des revenus bruts : cases (4A + 4E)	€	
722 Total des intérêts d'emprunt : cases (4C + 4G)	€	
723 Total des cases (4B + 4F)	€	Bénéfice à reporter case 7D ci-dessous.
724 Résultat net : lignes (721 - 722 - 723)	€	

Continuez les calculs ci-après (lignes 725 à 729) uniquement en cas de déficit

725 Si la ligne 722 est inférieure à la ligne 721		
726 Reportez le montant de la ligne 724 en case 7E ci-dessous		
727 Si la ligne 722 est supérieure ou égale à la ligne 721		
728 Portez le montant de la ligne 723 en case 7E ci-dessous		A reporter case 7E ci-dessous.
729 Différence : ligne 722 - ligne 721	€	Bénéfice à reporter case 7G ci-dessous. Déficit à reporter case 7H ci-dessous.
740 Monuments historiques		
<i>(Immubles possédés directement ou parts de sociétés immobilières)</i>		
741 Total des cases (5E + 5M) de la page 5	€	

750 Nues-propriétés acquises par succession ou donation entre parents

<i>(Immubles possédés directement)</i>		
751 Report de la case 5H de la page 5 (grosses réparations)	€	A reporter en case 7J ci-dessous.
752 Somme des cases 5J - 5H + 5L de la page 5 (autres charges)	€	A reporter en case 7I ci-dessous.

760 Autres nues-propriétés

<i>(Immubles possédés directement ou parts de sociétés immobilières)</i>		
761 Total des cases 5F + 5N de la page 5	€	A reporter en case 7K ci-dessous.

770 Montants à reporter sur la déclaration n°2042

	Revenus nets	Part du déficit imputable sur vos revenus fonciers	Part du déficit imputable sur votre revenu global
771 Propriétés rurales et urbaines	7A €	7B 3 640 €	7C 3 870 €
772 Secteurs sauvegardés ou assimilés	7D €	7E €	7F €
773 Monuments historiques	7G €		7H €
774 Nues-propriétés acquises par succession ou donation entre parents		7I €	7J €
775 Autres nues-propriétés		7K €	
776 Total de chaque colonne à reporter sur votre déclaration n°2042		3 640 €	3 870 €
	À reporter case BA, *4 de votre déclaration n°2042	À reporter case BB, *4 de votre déclaration n°2042	À reporter case BC, *4 de votre déclaration n°2042

Audit de la déclaration des revenus fonciers

- Conformément au BOI n° 5 N-1-02, vous pouvez imprimer la déclaration n°2044 et la transmettre à votre centre des impôts à compter du 23 avril 2007. Vous devez cependant vérifier attentivement le formulaire imprimé et ne pas oublier de le signer.
- De même, avant l'envoi, vérifiez que les formulaires communiqués à votre centre des impôts sont parfaitement lisibles. N'hésitez pas à faire quelques ajustements de mise en page avant d'imprimer : il est par exemple recommandé d'imprimer les déclarations en couleur et de réduire les marges à leur minima.
- Vous détenez des immeubles pour lesquels vous avez opté pour la déduction au titre de l'amortissement (dispositif Périssol, Besson, Robien ou Borloo) ou encore des immeubles en nue-propiété, classés monuments historiques, situés dans un secteur sauvegardé (ou assimilé) : vous devez donc souscrire une DECLARATION n°2044 SPECIALE.
- Pour chaque immeuble loué, conservez les factures et états de répartition des charges établis par les syndicats ou gérants : vous devez pouvoir justifier, sur demande du service des impôts, des sommes portées en déduction.
- Si vous avez changé de locataire en cours d'année, vous devrez indiquer sur papier libre l'identité des locataires successifs.

|Propriété n°1 - Brunstat

- Dispositif Robien recentré : sont éligibles à ce dispositif, les investissements réalisés à compter du 1-9-2006. Il s'agit de logements acquis en état futur d'achèvement, réhabilités ou que le contribuable fait construire et de locaux transformés en logements.
- Dans le cadre du dispositif Robien recentré, vous devez vous engager par écrit à louer ce logement non meublé, à usage de résidence principale du locataire, pendant 9 ans.
- Pour les baux conclus en 2006 dans le cadre du dispositif Robien recentré, le loyer mensuel, charges non comprises, ne doit pas excéder 20,45 €, 14,21 €, 11,62 € ou 8,52 €/ m² selon que le logement se situe respectivement en zone A, B1, B2 ou C.
- Frais de gestion : ces frais sont déductibles pour un montant forfaitaire de 20 € par local. Ils représentent notamment les frais de correspondance, de déplacement et de téléphone ainsi que les dépenses d'acquisition de matériels, d'outillages, de mobilier de bureau, ou encore, les frais éventuels d'enregistrement des baux et actes de location.
- Vous avez déduit des intérêts d'emprunts : sont déductibles les intérêts payés en 2006 au titre des emprunts contractés pour l'acquisition, la construction, la réparation, l'amélioration d'un immeuble ou pour sa conservation. Sont aussi déductibles les frais d'emprunts, commissions et agios et les frais de constitution des dossiers. En cas de souscription d'emprunts se substituant aux emprunts initiaux, les intérêts déductibles sont limités à ceux correspondant au capital restant dû de l'emprunt initial et à ceux qui étaient prévus sur l'échéancier initial.
- Vous déduisez des intérêts d'emprunts : si le nombre de lignes est insuffisant pour indiquer les caractéristiques de l'emprunt, joignez un état établi sur le même modèle.
- Le revenu net foncier de cette propriété est égal à -7 510 €.